



**7 FÉVRIER 2019**

## FAITS SAILLANTS

- Déclaration du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) sur le “Cadre national de concertation” ([L'Aube/Malijet](#) du 7 février 2019)
- Gestion des affaires publiques : pourquoi Soumeylou Boubèye n'est plus l'homme de la situation ? ([Soleil Hebdo/Maliweb](#) du 7 février 2019)
- Région de Mopti : le DDR à du plomb dans les ailes ([Nouveau Réveil/Maliweb](#) du 7 février 2019)
- RCA: l'accord de paix signé à Bangui entre le gouvernement et 14 groupes armés ([RFI](#) du 6 février 2019)
- Brexit: nouvelle tentative britannique pour infléchir la position européenne ([RFI](#) du 6 février 2019)



## POLITIQUE

### NOTRE PARTI / L'OPPOSITION

Soleil Hebdo/Malijet du 7 février 2019 - André Traoré

#### **PROCESSUS DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE : CE QUE ALIOU BOUBACAR DIALLO REPROCHE AU SCHÉMA PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT**

**EXTRAIT :** « Le Mali se prépare à modifier sa loi fondamentale courant 2019. A la veille de ce grand rendez-vous de l'histoire, les responsables politiques prennent tour à tour la parole pour donner leurs positions. Pour l'homme d'affaires malien, Aliou Boubacar Diallo, la réussite du processus de révision de la Constitution passe par la concertation de l'ensemble des forces vives de la nation. »

.....  
L'Aube/Malijet du 7 février 2019 - La Rédaction

#### **DÉCLARATION DU FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DÉMOCRATIE (FSD) SUR LE "CADRE NATIONAL DE CONCERTATION"**

**EXTRAIT :** « Malgré les observations et les réserves émises par le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD), plusieurs partis politiques et organisations de la société civile sur la création, sans concertation, d'un "comité d'experts sur la révision de la constitution", le gouvernement a continué sa fuite en avant et la politique du fait accompli par la mise en place, unilatérale, d'un "cadre national de concertation" chargé de donner des « avis » sur les réformes institutionnelles. Présidé par le très controversé ministre de l'Administration Territoriale, ce "cadre de concertation" constitué sur la base de critères subjectifs pour influencer l'issue des travaux, ne saurait être le lieu ni d'un dialogue politique digne de ce nom ni de débats utiles sur la révision de la constitution. Par conséquent, le FSD rejette le "cadre de concertation" institué par le Premier ministre. Il déclare solennellement qu'un gouvernement ne peut engager la révision de la constitution de 1992 et les réformes indispensables sans un large consensus politique. Un tel consensus ne peut être acquis sans un véritable dialogue politique national sur les crises et les périls qui menacent la Nation. »



## POLITIQUE

### LE GOUVERNEMENT / LA MAJORITÉ

Maliweb du 6 février 2019 - La Rédaction

#### **MALI : UN MERCATO POLITIQUE EN FAVEUR DU PREMIER MINISTRE FRAGILISE IBRAHIM BOUBACAR KEÏTA**

**EXTRAIT :** « Depuis quelques mois, des élus, notamment des députés de l'Assemblée nationale, convergent massivement vers le parti du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga, au détriment de celui du président Ibrahim Boubacar Keïta. De quoi créer des rumeurs sur des tensions entre les deux hommes. »

.....

L'Aube/Malijet du 7 février 2019 - Mémé Sanogo

#### **RENCONTRE FSD-EPM : JUSQU'OUÛ IRA LE DIALOGUE ENTRE L'OPPOSITION ET LA MAJORITÉ ?**

**EXTRAIT :** « Dans le cadre du dialogue entre les acteurs politiques, l'on annonce la tenue d'une rencontre, le mardi 12 février prochain, entre le front de sauvegarde de la démocratie (FSD) et Ensemble pour le Mali (EPM). »

.....

Soleil Hebdo/Maliweb du 7 février 2019 - Zan Diarra

#### **GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES : POURQUOI SOUMEYLOU BOUBÈYE N'EST PLUS L'HOMME DE LA SITUATION ?**

**EXTRAIT :** « Pour espérer réussir sa dernière tentative de réformes politiques institutionnelles annoncées pour mars prochain, le président de la République a certainement besoin d'engager le dialogue politique et réunir les forces vives. Pour y parvenir, IBK doit nécessairement s'appuyer sur un homme rassembleur. Le Premier ministre actuel est une personnalité incontestée. Nommé dans contexte particulier, Soumeylou Boubèye Maïga a quasiment réussi sa mission, avec l'organisation de la présidentielle et la réélection du président Ibrahim Boubacar Keïta. Seulement voilà : l'organisation des scrutins législatifs constitue aujourd'hui le tableau sombre de sa mission. Puisque la nouvelle légitimité politique obtenue au sortir de la présidentielle n'a pas permis au Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga de réaliser sa volonté. Attendu de jouer la carte du dialogue avec les acteurs politiques érigés d'un côté en contestataires de l'élection du président et l'autre côté contre la prorogation du mandat des députés sans concertation, le PM s'est plutôt inscrit dans une posture de répression. L'unanimité qui se dégageait autour de sa personne a du coup été durement éprouvée. Les hommes qui animent le jeu démocratique refusent ainsi de prendre langue avec lui. »



## FACE À LA CRISE

Nouveau Réveil/Maliweb du 7 février 2019 – Mariam Konaré

### **RÉGION DE MOPTI : LE DDR À DU PLOMB DANS LES AILES**

**EXTRAIT :** « Annoncé pour la fin de ce mois de janvier, le processus de Désarmement, Démobilisation et de Réinsertion (DDR) des milices peulhs et dogons, n'a pas encore démarré. »

## ACTU AFRIQUE

Jeune Afrique du 7 février 2019

### **TCHAD : L'ÉTAT-MAJOR FRANÇAIS CONFIRME DE NOUVELLES FRAPPES CONTRE UNE COLONNE ARMÉE**

**EXTRAIT :** « L'état-major français a confirmé mercredi de nouvelles frappes les 5 et 6 février contre une colonne armée. L'Union des forces de la résistance (UFR), groupe armé opposé à N'Djamena, avait affirmé la veille être toujours en territoire tchadien malgré les frappes aériennes de la France, destinées à stopper leur progression. L'état-major français a confirmé mercredi dans la soirée de nouvelles frappes conduites par des Mirage 2000 les 5 et 6 février contre une colonne armée. « Du 3 au 6 février 2019, des Mirage 2000 des forces armées françaises sont intervenus au Nord-Est du Tchad, en coordination avec l'armée tchadienne, de façon à contrer l'incursion d'une colonne armée en territoire tchadien », indique le communiqué. Les rebelles de l'Union des forces de la résistance (UFR) avaient assuré la veille poursuivre leur route. « Nous avançons, dans la zone du Tchad frontalière du Soudan, dans l'Ennedi », a affirmé mardi 5 février Youssouf Hamid, porte-parole en exil de l'Union des forces de la résistance (UFR). Le groupe affirme être entré au Tchad avec trois colonnes distinctes de pick-up armés, dont une a été frappée dimanche par des Mirage 2000 français à la demande des autorités tchadiennes. »

.....

RFI du 6 février 2019

### **RCA: L'ACCORD DE PAIX SIGNÉ À BANGUI ENTRE LE GOUVERNEMENT ET 14 GROUPES ARMÉS**

**EXTRAIT :** « Après avoir été paraphé à Khartoum, un accord de paix entre le pouvoir en Centrafrique et les groupes armés qui contrôlent la majorité du territoire de ce pays a été signé ce mercredi 6 février à Bangui, la capitale. »



## ACTU INTERNATIONALE

France 24 du 6 février 2019

### **PROCÈS MONSANTO : LE GÉANT DE L'AGROCHIMIE NIE L'EXISTENCE DES MAUX DE PAUL FRANÇOIS**

**EXTRAIT :** « Le groupe américain Monsanto a assuré, mercredi, devant la cour d'appel de Lyon, que les troubles dont souffre l'agriculteur charentais Paul François ne "pouvaient exister". "Le lien entre les troubles neurologiques évoqués par Paul François et le Lasso n'est pas établi. Ça ne peut pas exister", a affirmé mercredi 6 février Ève Duminy, une des avocates du groupe d'agrochimie, avant d'ajouter : "Il n' y a aucun témoin direct de ce qui s'est passé, il n'y a pas de preuve pertinente." La défense de Monsanto s'est employée, devant la cour d'appel de Lyon, à nier l'existence des multiples troubles neurologiques et organiques dont se plaint depuis 12 ans l'agriculteur Paul François après avoir inhalé accidentellement de l'herbicide Lasso produit par la multinationale. Le céréalier de 55 ans mène depuis 2007 un bras de fer judiciaire contre Monsanto, qu'il désigne comme responsable de sa grave intoxication en 2004 au Lasso, désormais interdit. Il réclame un million d'euros d'indemnités. »

.....  
RFI du 6 février 2019

### **BREXIT: NOUVELLE TENTATIVE BRITANNIQUE POUR INFLÉCHIR LA POSITION EUROPÉENNE**

**EXTRAIT :** « La Première ministre britannique Theresa May se rend ce jeudi à Bruxelles où elle doit rencontrer le négociateur de l'Union européenne, Michel Barnier, ainsi que Jean-Claude Juncker et Donald Tusk, les présidents de la Commission et du Conseil européens, afin d'arracher des concessions pour satisfaire les députés britanniques sur le Brexit. »



## SPORTS

RFI du 6 février 2019

### **CAN U20: LE MALI BAT LE BURKINA FASO ET SE RELANCE**

**EXTRAIT :** « Grâce à un but de Mamadou Traoré à la 52e minute, le Mali a gagné face au Burkina Faso (1-0) ce mercredi 6 février lors de la 2e journée du groupe B de la CAN des moins de 20 ans. Cette victoire permet aux Maliens de se relancer et de jouer la qualification face au Ghana samedi prochain lors de la dernière journée. »